



PANDEMIE DE DEPARTS ET LICENCIEMENTS CHEZ SEGULA MATRA AUTOMOTIVE à Bron 02/12/2020

La société SEGULA MATRA AUTOMOTIVE, comme toutes les sociétés de prestation de l'ingénierie automobile a subi de plein fouet la crise du secteur automobile et de la Covid 19. Elle a été contrainte de mettre en place l'activité partielle pour un grand nombre de ses salariés. Ce dispositif est là pour éviter les licenciements en période de baisse d'activité. Chez SEGULA MATRA AUTOMOTIVE, c'est un boulet que l'on traîne au pied depuis la fin du premier confinement et particulièrement depuis fin juin.

Les représentants du personnel du site de Bron, dénoncent une chasse aux salariés en Activité Partielle, dans le but de les faire sortir des effectifs par des méthodes RH déloyales, illégales et bien orchestrées par la direction.

En effet, chez SMA on ne cherche pas à trouver du travail pour les salariés en activité partielle. La première mission confiée aux RH est d'appeler ces salariés et de leur proposer un départ négocié de l'entreprise, via la rupture conventionnelle ou le licenciement pour faute grave assorti d'une transaction financière sous la table pour pallier à l'absence de faute grave.

Ce n'est que dans un second temps que, les salariés ayant refusé un départ négocié sont de nouveau contactés au téléphone. On leur propose d'envoyer leur dossier de compétences sur la France entière en leur demandant de se positionner sans obtenir les informations nécessaires à une prise de décision mûrement réfléchie. Comment, dans ces conditions, les salariés peuvent-ils donner leur accord pour se déplacer ?

Les missions en région Auvergne Rhône Alpes ne sont pas à l'ordre du jour. La direction prétexte qu'elle n'arrive pas à trouver du travail pour ses salariés en région AURA (deuxième région industrielle de France après IDF). De qui se moque-t-on ?

Ceci fait part d'une stratégie mûrement réfléchie de la part de la direction de SMA pour pousser les salariés à refuser les missions et de ce fait être en mesure de les licencier pour « refus de mission ».

Tout ceci a été dénoncé à la DIRECCTE de Villeurbanne par les représentants du personnel de Bron, suite à la réception d'une vingtaine de mails de salariés, appelant à l'aide. Les représentants du personnel déplorent la non intervention de la DIRECCTE, malgré les envois de courriers recommandés d'alerte.

Une nouvelle fois, ce sont les salariés qui vont payer l'addition de la crise au prix fort en allant grossir les rangs des chômeurs. Quelle belle perspective d'avenir on leur réserve !!!

La société SEGULA, a bien su profiter des aides de l'état (CIR et CICE en tête). Le coût des indemnités chômage sera quant à lui pris en charge par l'ensemble des françaises et des français !

La CGT et les salariés dans leur ensemble désapprouvent de telles méthodes anormales et immorales. Ils demandent qu'une réunion avec la Direction et les instances représentatives avec le concours de l'inspection du travail soit organisée dans les plus brefs délais, afin de trouver, ensemble, des solutions dans l'intérêt commun des salariés et de l'entreprise SMA.